

PD -ABG-016

17A 521.21

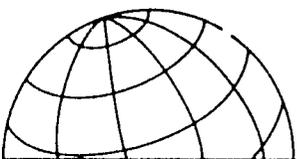
Evaluation mi-terme du Sous-projet de Réforme de la Commercialisation Céréalière

(608-0191)

Présenté à
United States Agency for International Development/Morocco
PDC-1406-I-00-0073-00

Présenté par
Tropical Research and Development, Inc.

Mai 1993



**Evaluation mi-terme du Sous-projet de Réforme
de la Commercialisation Céréalière
(608-0191)**

**Par
M.Gadbois**

**Présenté par
Tropical Research and Development, Inc.
7001 SW 24th Ave.
Gainesville, FL 32607**

**Présenté à
United States Agency for International Development
Rabat, Morocco**

Mai 1993

Contrat à Quantité Indéfinie

Acronymes

A.I.D.	Agence Américaine pour le Développement International
AIRD	Associates in International Resources and Development
DAI	Development Alternatives, Inc.
DPAE	Division de Planification et des Affaires Economiques
DPV	Division de Production Végétal
DVRA	Division de la Vulgarisation et de la Reforme Agraire
DTS	Droits de Tiroir Special
ENA	École National de l'Agriculture
FNBT	Farine Nationale de Blé Tendre
GM	Gouvernement Marocain
IAV	Institut Agronomique et Veterinaire Hassan II
ICEA	Ingénieurs Conseillers Économistes Associés
IMF	International Monetary Fund
INSEA	Institut National de Statistique et de l'Économie Appliqué
IQC	Contrat à Quantité Indéfinie
MARA	Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
ONICL	Office National Interprofessionnel des Céréales et Légumes
PASA-I	Premier Prêt d'Ajustement du Secteur Agricole
PASA-II	Deuxieme Prêt d'Ajustement du Secteur Agricole
PASE	Programme d'Ajustement Structurel Economique
PIB	Produit Intérieur Brut
PRCC	Sous-Projet de Reforme de la Commercialisation Céréalière
PSAPE	Projet de Soutien d'Analyse de Politique Economique
SCAM/CMA	Sociétés Coopératives Agricoles Marocaines/ Coopératives Marocaines Agricoles
SIM	Système d'Informations sur le Marché
TDY	mission provisoire
TR&D	Tropical Research & Development
USAID	Agence Américaine pour le Développement

Contents

Acronymes	iii
Sommaire	vii
1. Introduction	1
2. Historique du projet	3
2.1. La réforme politique au Maroc	3
2.1.1. Les Réformes du Secteur Agricole	3
2.2. Le sous-secteur céréalier et la réforme politique	4
2.3. Justification et objectifs de la réforme politique céréalière	5
3. La revue du Sous-Projet de Réforme de la Commercialisation des Céréalière (PRCC)	7
3.1. But et Objectifs	7
3.2. Intrants	8
3.2.1. L'assistance technique	8
3.2.2. La formation	10
3.2.3. Equipement et matériel de bureau	11
3.3. Les Extrants	11
3.3.1. Etudes et analyses	11
3.3.1.1. Sociétés Coopératives Agricoles Marocaines/Coopératives Marocaines Agricoles (SCAM/CMA)	13
3.3.2. Développement institutionnel	14
3.3.3. Préparation d'une stratégie de commercialisation des céréales	14
3.4. Problèmes et contraintes	15
3.4.1. Manque de données au niveau des exploitations	15
3.4.2. Manque de motivation pour les collaborateurs du GM	15
3.4.3. Conditionnalité réduite du bailleur de fonds dans la réforme politique	16
3.4.4. Manque de progrès dans le programme de réforme des céréales	16
3.5. Impact de PRCC sur la réforme politique céréalière	16
3.5.1. Le prix économique et social du système réglementé	17
3.5.2. La dissémination des informations	18
3.5.3. Analyse de l'impact	18
3.5.4. Analyse de l'échelonnage et de l'ordre des réformes	19
3.5.5. Analyse des effets secondaires	19
3.5.6. Conclusion	19
4. Gestion du projet	21
4.1. Introduction	21
4.2. Development Alternatives, Inc., et les sous-contractants	21
4.3. Le Gouvernement du Maroc	22
4.4. USAID	23

Annexe A	25
Annexe B	27
Annexe C	28
Annexe D	31

Sommaire

Le Sous-projet de Reforme de la Commercialisation Céréalière (608-0191) (PRCC) est défini par le Mémoire d'Accord du 29 Septembre 1989 entre le Gouvernement Marocain et USAID/Rabat. Le contrat de base du PRCC a été alloué à Development Alternatives, Inc. (DAI) en Juillet 1991. Ce projet de 2,1 million de dollars a été conçu pour aider le Gouvernement Marocain (GM) à développer une stratégie de commercialisation des céréales avec des politiques de prix, de marché (local et international), et de stockage qui augmentent l'efficacité de la commercialisation et sont compatibles à la fois avec la croissance économique à long terme et les objectifs de sécurité alimentaire nationale. Le projet prévoit les services d'un assistant technique à long terme, 28 personne-mois de consultants expatriés, et 36 personne-mois de consultants marocains, plus la formation et les équipements.

L'équipe chargée de l'évaluation mi-terme, composée d'une personne, a passé trois semaines au Maroc, du 18 Février au 12 Mars 1993, et a constaté que le PRCC a fait d'excellents progrès dans le sens de la provision des intrants et la réalisation des extrants désirés du projet, ainsi qu'au niveau de l'atteinte du but et des objectifs du projet. Ce progrès est plus évident dans l'engagement des responsables du Ministère de l'Agriculture et de la Reforme Agraire (MARA) aux efforts de reforme politique et aussi dans les vivants débats qui entourent l'échelonnement des réformes et les procédures qui doivent être engagées pour réaliser ces réformes.

En moins de 20 mois, le projet a réussi à faire passer le débat politique du stade de négociations confidentielles entre la Banque Mondiale et les hauts responsables du Gouvernement Marocain à un débat quasi-public impliquant un plus grand nombre d'acteurs engagés dans la commercialisation des céréales, y compris les meuniers, les commerçants et importateurs locaux de céréales, les représentants des associations des producteurs, et autres organisations publiques et para-publiques telles que MARA, l'Office National Interprofessionnel des Céréales et Légumes (ONICL), et les Sociétés Coopératives Agricoles Marocaines/Coopératives Marocaines Agricoles (SCAM/CMA).

Le projet a réussi à faire avancer la réforme politique en dépit de l'absence d'un patronage solide de réforme politique. La Banque Mondiale décida le Second Prêt du Programme d'Ajustement du Secteur Agricole (PASA-II) sans réaliser de progrès majeur dans les divers prêts sectoriels, et l'intérêt de USAID/Rabat en matière de réforme politique a diminué au cours des récentes années. C'est grâce aux efforts du PRCC que le dialogue sur la réforme politique céréalière a été rehaussé en marge de la baisse de pression au niveau des bailleurs de fonds. A cet égard, PRCC pourrait être considéré comme un modèle de post-conditionnalité du projet d'ajustement structurel.

Le projet a également réalisé un excellent travail en matière de développement institutionnel, en améliorant à la fois la capacité de la Division de Planification et des Affaires Economiques (DPAE) et celle d'ONICL à entreprendre des analyses de réforme politique, et en utilisant l'approche sous-sectorielle dans l'analyse de la réforme politique céréalière.

L'assistance technique à long et moyen terme a été excellente. Le conseiller technique à long terme a effectué un travail magnifique en coordonnant les études complexes de politique entreprises dans le cadre du projet et en ouvrant et entretenant le dialogue politique entre les divers acteurs impliqués dans la réforme du marché céréalière, plusieurs venant de groupes opposés.

Malgré ses résultats satisfaisants, le projet était extrêmement ambitieux dans son envergure, étant donné les problèmes multiples que l'on rencontre dans le sous-secteur complexe et stratégique céréalière. La production céréalière représente environ 20% du Produit Intérieur Brut (PIB) agricole, avec un peu plus de 90% des exploitations participant à cette production. La consommation des céréales et en particulier celle du blé et de la farine du blé, est la nourriture de base de la ration marocaine, spécialement dans les zones urbaines. Etant donné la complexité du sous-secteur céréalière, tout le mérite revient au projet pour avoir beaucoup accompli en si peu de temps. La troisième année du projet qui commence en Août 1993, sera déterminante avec la mise en oeuvre du reste des réformes céréalières. Plusieurs questions relatives à la mise en oeuvre de la politique et qui peuvent nécessiter l'aide du projet et du conseiller à long terme pourront être soulevées. Il est indispensable que le niveau de participation soit augmenté pour couvrir au moins six mois au cours de la dernière année.

Recommandations et conclusions

Générales

1. Le projet était extrêmement ambitieux, étant donné la complexité des réformes céréalières et la position stratégique des céréales dans l'économie Marocaine et la société Marocaine dans son ensemble. (Le sous-secteur céréalière y compris la production transformation, et commercialisation, représente le tiers du Produit Intérieur Brut (PIB) agricole, et 60% des calories totales consommées provient des céréales). C'est un grand mérite pour le personnel du projet d'avoir beaucoup réalisé en dix huit mois seulement. Une augmentation de fonds et du niveau d'effort est vivement recommandée pour le conseiller à long-terme au cours de la troisième année.

2. Dans la mesure du possible, PRCC devrait augmenter l'utilisation des consultants Marocains de la communauté universitaire (Ecole Nationale de L'Agriculture (ENA), Institut National de Statistique et de l'Economie Appliqué (INSEA), et Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II (IAV)) et des agences-conseil telles que Agro-Concept, pour promouvoir le développement institutionnel et le maintien et le droit de propriété du processus de réforme politique.

Etudes

1. PRCC devrait entreprendre une enquête de reconnaissance rapide au niveau des producteurs pour accroître le niveau de compréhension du comportement de ces derniers vis-à-vis de la réforme politique et leurs stratégies de production envisageables après la réforme

politique sous divers scénarios. L'échantillon de l'enquête devrait être soigneusement stratifié selon la taille de l'exploitation pour représenter tous les producteurs. Les enquêtes rapides de reconnaissance devront se concentrer à l'identification des problèmes de commercialisation et de stockage des graines au niveau des producteurs et des moyens pour les résoudre. L'absence de recherche suffisante sur la gestion des exploitations par la DPAE apparaît dans l'ignorance totale des conditions au niveau des producteurs et dans les systèmes de culture dominant à la DPAE. Les producteurs semblent être l'élément oublié dans le processus d'analyse politique.

2. L'étude relative à l'impact des réformes de la commercialisation céréalière sur les aliments de bétail et les industries animales commencée par Jeffrey Metzler de Associates in International Resources and Development (AIRD) en Octobre 1992, doit être poursuivie. Les recommandations préliminaires de politique indiquent que le GM devrait libéraliser l'importation (sauf dans le cas des taux de prélèvement appropriés) du maïs et de l'orge pour les besoins d'alimentation du bétail. L'impact des réformes politiques sur la disponibilité des aliments de bétail nécessitent des analyses économiques et techniques supplémentaires ce qui cependant n'est pas du ressort de PRCC. Par conséquent, des études plus approfondies des graines utilisées dans l'alimentation du bétail devraient être entreprises en collaboration avec MARA et celles-ci devront être financées par les reliquats des fonds du projet de 1991.

3. Une étude sur la méthodologie d'estimation des stocks de graines au niveau des commerçants et des producteurs doit être réalisée au cours de la dernière année du projet. Actuellement, il existe relativement très peu d'information sur les stocks de céréales au niveau du commerçant et du producteur. La nécessité d'une estimation plus précise des stocks de graines à l'intérieur du pays augmente de plus en plus à cause de la possibilité de privatisation des infrastructures de stockage qui existent au niveau de SCAM/CMA. Les problèmes méthodologiques pourront s'avérer complexes pour estimer les stocks existants, en particulier au niveau du producteur et du petit commerçant. Un échantillonnage stratifié par type d'exploitation (probablement basé sur la taille de l'exploitation) sera nécessaire pour estimer les stocks au niveau des exploitations.

Développer une stratégie de commercialisation des céréales

La dissémination d'information appropriée sur la mise en oeuvre du reste des réformes politiques céréalières sera d'une importance capitale pendant la troisième année du projet. Deux activités hautement recommandées sont prévues.

1. PRCC devrait assister la DPAE dans la préparation et la publication d'un guide pratique pour tous ceux qui sont impliqués dans le marché céréalier. Le "Guide au Secteur Céréalier" sera rédigé de manière à être compris par le profane (cadre non-économiste). Prévu pour les commerçants, les importateurs, les meuniers, producteurs et autres, le guide fournira point par point des directives sur ce que les hommes d'affaires peuvent rencontrer dans un marché libéralisé. PRCC peut jouer un rôle majeur en aidant à la mise en oeuvre des prochaines réformes sur la commercialisation et le blé tendre.

2. Tôt au cours de la troisième année, PRCC devrait préparer un document de synthèse des résultats des études de la Phase II, avec une attention particulière sur les effets des réformes de la commercialisation et du blé tendre sur la plupart des participants, l'identification des principaux bénéficiaires et perdants, et des recommandations pour une compensation éventuelle. Les résultats devront être discutés au cours d'un séminaire de deux jours. Les dernières conclusions et les recommandations de politique devront être présentées au Comité Interministériel.

Augmenter les fonds de PRCC au cours de la troisième année

Une augmentation des fonds pour la troisième année du projet est recommandée à cause de l'importance des activités prévues et le besoin d'augmenter le niveau d'effort du conseiller à long terme. Les premières estimations du budget préparé par PRCC de l'ordre de \$700.000 supplémentaires au cours d'une année semblent raisonnables.

1. Introduction

Depuis le début des années 1980s, le Gouvernement Marocain (GM) s'est engagé dans un Programme d'Ajustement Structurel Economique (PASE) d'une portée considérable. La majeure partie du financement du PASE a été fourni par la banque Mondiale et le Fond Monétaire International, avec un financement supplémentaire provenant de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) et d'autres bailleurs de fonds bilatéraux. Au niveau macro-économique, le PASE a englobé des réformes fiscale, monétaire, commerciale, et de taux d'échange. Au niveau sectoriel, l'agriculture a reçu deux prêts d'ajustement sectoriel en 1985 et 1987, s'élevant respectivement à \$100 et \$225 million. Les principales réformes sectorielles portaient sur la réduction du niveau des subventions, la libéralisation des prix agricoles et alimentaires et de la commercialisation, et la privatisation des services techniques et commerciaux réalisés par les organismes para-publiques. Les principaux domaines des réformes agricoles comprenaient les sous-secteurs des céréales, huiles et sucre.

L'importance des céréales dans l'économie et la société Marocaine n'est pas à discuter. La production des céréales couvre environ 80% des superficies cultivées dans une année donnée, et les céréales procurent plus de 60% des calories consommées. La production des céréales représente environ 20% du produit intérieur brut du secteur agricole et emploie une grande proportion de la population rurale au moins en temps partiel. La minoterie représente 6% de la valeur de la production industrielle au Maroc et environ 20% de la production agro-industrielle.

Ce rapport est une évaluation à mi-terme du Sous-Projet de Réforme de la Commercialisation des Céréalière (608-0191) (PRCC). L'évaluation a été faite par Millie Gadbois de Tropical Research and Development Inc. (TR&D), qui a été engagé par l'Agence pour le Développement International (A.I.D.) sous un Contrat à Quantité Indéfinie (IQ) No. PDC-1406-I-00-0073-00. L'objectif de cette évaluation à mi-terme est de déterminer si le PRCC a été un instrument efficace dans l'assistance au GM à introduire des réformes dans les marchés des céréales, à encourager la participation du secteur privé dans la commercialisation des céréales, et à formuler une politique d'importation favorable aux marchés locaux des céréales.

A.I.D. a demandé que l'évaluation détermine (1) dans quelle mesure le projet a joué un rôle de développement institutionnel en augmentant la capacité des principaux collaborateurs du projet à savoir la Division de la Planification et des Affaires Economiques (DPAE) et l'Office National Interprofessionnel des Céréales et Légumes (ONICL), à réaliser le genre d'analyses requises pour formuler une politique céréalière et (2) dans quelle mesure les analyses, rapports et autres activités du projet ont été exploitées dans le processus de formulation des politiques. Des recommandations étaient attendues pour les futures activités du projet en année terminale. (L'annexe A présente le cadre du travail de l'évaluation à mi-terme. La liste des personnes interviewées au cours de l'évaluation se trouve en annexe B.)

Ce rapport contient quatre chapitres y compris l'introduction. Le chapitre 2 présente un aperçu général et l'historique du projet, y compris la justification et les objectifs de réforme politique, et les problèmes critiques que rencontre la réforme de la commercialisation céréalière. Le chapitre 3 évalue le PRCC, ses objectifs, intrants, extrants, problèmes, et contraintes et détermine l'impact du projet sur la réforme du marché céréalière marocain. Le chapitre 4 discute l'administration et la gestion du projet, et le chapitre 5 fournit des recommandations pour les activités ultérieures au cours de la dernière année du projet, des mises à jour sur des questions importantes persistant dans la réforme de la commercialisation céréalière, et des recommandations pour l'avenir.

2. Historique du projet

2.1. La réforme politique au Maroc

Les problèmes de balance des paiements Marocains ont commencé au début des années 1970s quand le GM a initié un ambitieux programme d'investissement financé par la hausse de courte durée des prix de phosphate. Ces prix mondiaux écrémés de phosphate ont contrebalancé les coûts d'importation très élevés issus de la première crise pétrolière. La baisse des prix de phosphates au milieu des années 1970s, combinée aux lourdes dépenses militaires encourues lors de la revendication du Sahara Occidental, entraînèrent le GM à dépendre des dons et dettes extérieurs croissants et de la dette publique. La seconde hausse des prix de pétrole de 1979-80, combinée à la baisse des cours mondiaux de phosphates, des taux d'intérêt écrémés sur les prêts étrangers, et plusieurs années successives de sécheresse, aggravèrent la situation du compte courant du GM.

Vers la fin des années 1970s, le GM se tourna vers le Fond Monétaire International (FMI) pour une assistance sur la balance des paiements. Les premiers efforts de réforme économique entrepris par le Maroc ont été timides à cause de son accès aux marchés internationaux des capitaux (HOOD et al. 1988). Entre 1975 et 1983, la dette extérieure Marocaine augmenta de \$1,8 billion à \$13,9 billion - plus de 100% du Produit Intérieur Brut (PIB) et plus de 300 % des revenus du commerce extérieur. Le service de la dette s'élevait à 53% du montant total des revenus d'exportation des biens et services, le paiement des intérêts seul s'élevant à 20% du montant total des revenus d'exportation.

La Banque Mondiale initia un financement à base de politique en 1983, en octroyant une série de prêts d'ajustement sectoriel et en re-échelonnant la dette Marocaine. Le FMI lui accorda aussi un Droit de Tiroir Spécial (DTS) de \$200 million de prêt conditionnel. Entre 1984 et 1987, des prêts d'une valeur totale de \$840 million ont signés pour supporter le processus de réforme en agriculture, l'industrie, le commerce, les entreprises publiques, et l'éducation. Les secteurs agricoles et industriels clé furent prioritaires.

2.1.1. Les réformes du secteur agricole

Le Premier Prêt d'Ajustement du Secteur Agricole (PASA-I) a commencé en 1985 pour un montant de \$100 million. Les réformes du PASA-I portaient sur l'élimination graduelle des subventions pour les engrais, la récupération progressive des coûts d'eau et des coûts des services de commercialisation fournis aux producteurs par les compagnies d'irrigation, la suppression progressive du contrôle gouvernemental au niveau de la distribution et des prix des aliments de bétail, et la fixation des prix plancher élevés pour les céréales. Selon l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques (OCDE) en 1992, les effets de redistribution des revenus du PASA-I ont été ambigus, et malgré les efforts engagés par le GM dans le sens de la réduction des subventions aux producteurs, il n'y a pas de bénéficiaires évidents.

Le Second Prêt d'Ajustement du Secteur Agricole (PASA-II) d'un montant de \$225 million intéressaient trois domaines principaux de réformes: les prix et le cadre de motivations, la libéralisation des marchés, et la promotion des exportations agro-industrielles. Des réformes spécifiques étaient envisagées pour les principaux sous-secteurs des produits agricoles: céréales, huiles végétales, et sucre. Le sous-secteur céréalière est sans doute le plus complexe et crucial, étant donné son importance aux producteurs et consommateurs Marocains. Les réformes envisagées sous le PAS-II étaient vraisemblablement trop ambitieuses et n'étaient présentées que de manière très générale lors des négociations entre la Banque Mondiale et le GM. La dernière tranche du PASA-II a été débloquée en 1992 avant que la majeure partie des réformes aient été entreprises.

2.2 Le sous-secteur céréalière et la réforme politique

Comme précédemment indiqué, la production et la consommation des céréales constituent une partie importante de l'économie et de la société Marocaines. La production des céréales représente environ 20% du produit intérieur brut du secteur agricole, avec plus de 90% des exploitations participant dans la production des céréales, soit pour l'autoconsommation, soit pour les aliments de bétail. Les céréales et en particulier le blé et la farine de blé, constituent les aliments de base de la ration Marocaine, particulièrement dans les zones urbaines. La farine de blé est utilisée pour préparer du pain et d'autres produits de pâtisserie qui sont consommés à tous les repas.

Les principales céréales sont le blé dur (durum), le blé tendre ou blé du pain, l'orge, et le maïs. Si l'on considère la superficie totale cultivée en 1989, 45% était occupée par l'orge, 27% par le blé tendre, 21% par le durum, et le reste (7%) par le maïs. La production de blé tendre a considérablement augmenté ces dernières années à cause du prix subventionné disponible aux producteurs.

Les cultures céréalières sont suffisamment alimentées par les pluies, et la production varie largement en fonction des pluies. En 1991 la production totale de céréales était de 8,5 million de tonnes, alors qu'en 1992 2,7 million de tonnes seulement ont été récoltées à cause de la sécheresse.

Les importations de céréales sont surtout constituées de farine de blé, et du maïs. Les importations de céréales représente en général 50 à 75% de toutes les importations alimentaires. Les importations de céréales se sont accrues ces dernières années à cause de la quantité de terre arable fixe et de la pression croissante des populations.

Bien que l'intervention de l'état dans les marchés de céréales existe depuis le temps du protectorat, le gouvernement a augmenté considérablement sa participation depuis les années 1970s, cherchant à garantir un revenu minimum aux producteurs, et en même temps des prix abordables aux consommateurs et un niveau élevé d'autosuffisance alimentaire.

En 1973 ONICL a été réorganisé pour contrôler les achats de légumineuses à gousse et des graines au niveau des producteurs aux prix officiels et pour régler le stockage, la minoterie, et les importations. Le système de commercialisation réglementé dans les années 1970s comprenait un prix garanti et fixé (prix taxe) pour le pain de blé et des prix de soutien minimum (prix de soutien) pour le durum, l'orge, et le maïs. Les prix au consommateur pour la plupart des produits alimentaires étaient fixés sur la base du prix au producteur plus les coûts de stockage et de transfert, moins les transferts de subventions. Depuis 1988, les subventions pour les céréales ont été réduites à 1,2 million de tonnes de blé (ou 1 million de tonnes de farine au taux de transformation de 80%) en vue de limiter les abus dans les déclarations de subvention et plus important, pour réduire les dépenses budgétaires du GM à des montants qui puissent être couverts par les taxes à l'importation.

Le système précédent où les prix et les marges étaient fixés par l'état procurait des subventions aux consommateurs et des prix aux producteurs élevés et était en partie financé par les taxes à l'importation. La montée inexorable des coûts budgétaires et un système de commercialisation inefficace qui excluait toute compétition à la fois au niveau de la commercialisation et de la minoterie, ont créé une crise dans les finances publiques marocaines.

2.3. Justification et objectifs de la réforme politique céréalière

La réforme politique céréalière a été entreprise pour améliorer l'efficacité de l'allocation des ressources dans le secteur agricole, afin de réduire les coûts budgétaires élevés supportés par le GM dans le financement de la politique alimentaire et pour encourager des gains de productivité. Le programme de réforme du secteur céréalière était basé sur les résultats de "l'Etude sur les Prix et les Motivations" conduite en 1987 et financée par l'USAID. Les conclusions de l'étude stipulaient que le Maroc avait un avantage relatif dans la production céréalière dans les régions sèches et certaines zones irriguées, et que la présente structure des motivations officielles n'encourageait pas les producteurs. Il était estimé que les consommateurs étaient surimposés par rapport aux cours mondiaux des céréales, étaient gênés par les interventions du GM dans le système de commercialisation, et dans la plupart des cas ne tiraient pas profit des subventions sur les intrants.

Un programme de réforme basé sur les conclusions de "l'Etude sur les Prix et les Motivations" a été développé. L'objectif majeur était de libéraliser complètement le marché local et les importations de céréales avant la fin de l'année 1992. Les principales composantes des réformes étaient (1) l'élimination graduelle des subventions aux consommateurs pour la farine de basse qualité - Farine Nationale de Blé Tendre (FNBT) (2) la libéralisation du circuit de commercialisation contrôlé du blé tendre partir du point de livraison (local ou importé) jusqu'aux moulins industriels, et (3) la libéralisation des importations de céréales.

En 1988 plusieurs réformes clé du marché des céréales ont été mises en oeuvre telles que l'élimination des systèmes de prix de soutien pour les céréales autres que le blé tendre (durum, maïs, et orge) et la libéralisation totale du marché local de ces céréales. Par ailleurs, la subvention au consommateur pour la FNBT était réduite.

La mise en oeuvre des réformes restantes a d'abord été reportée pour 1990 par un commun accord entre la Banque Mondiale et le GM, ce qui retarda le déblocage de la dernière tranche de fonds du PASA-II. Vers la fin du PASA-II en 1991, aucun accord n'était établi entre la Banque Mondiale et le GM pour la mise en oeuvre de ces réformes. Cependant, en 1992, la Banque Mondiale débloqua le reste des fonds du PASA-II sans toutefois exiger que les autres conditionalités sur les céréales soient remplies. (Les conditionalités pour les sous-secteurs du sucre et des huiles ont été également annulées par la Banque.)

Le PRCC a continué le dialogue initié par la Banque Mondiale en examinant les diverses possibilités de réforme, en évaluant les effets de la réforme politique céréalière sur les perdants et gagnants éventuels, et en proposant des stratégies pour l'avenir. Le PRCC a entretenu un rapport étroit avec les membres du personnel technique de la Banque Mondiale pour tenir celle-ci informée des résultats de l'étude et des modifications éventuelles dans la politique céréalière.

3. La revue du Sous-Projet de Réforme de la Commercialisation des Céréalière (PRCC)

3.1. But et objectifs

Au niveau de son but, le PRCC a six objectifs:

1. assurer une provision suffisante, fiable et aisément disponible de produits céréaliers à des prix qui reflètent l'absence de subventions et des contrôles du gouvernement;
2. Promouvoir et faciliter la production et la distribution des produits céréaliers et les services connexes qui reflètent précisément l'avantage relatif de la production céréalières et les goûts des consommateurs;
3. créer des conditions nécessaires pour assurer le développement des rapports d'échange compétitifs et justes dans le système du marché;
4. stimuler la création des opportunités d'emploi productif et rémunérateur;
5. augmenter les revenus des producteurs de céréales; et
6. stimuler le développement et l'adoption des technologies améliorées et des mesures structurelles qui entraîneront une augmentation de la productivité des ressources dans tout le cadre de la production et distribution des céréales.

La réalisation de ces objectifs pourra permettre d'atteindre le but du projet à savoir développer une stratégie de commercialisation des céréales avec des politiques de prix, de commercialisation locale et internationale, et de stockage qui augmenteraient l'efficacité de la commercialisation compatible à la fois avec la croissance économique à long terme et les objectifs de la sécurité alimentaire nationale. PRCC est un sous-projet du Projet USAID de Soutien d'Analyse à la Politique Economique (PSAPE), dont le but général est d'aider le GM à réaliser une transition réussie vers un système plus orienté vers le marché. PRCC associe l'assistance technique, la formation et d'autres activités pour développer les institutions afin de préparer une stratégie céréalière pour un marché de céréales libéralisé.

Les activités du projet qui soutiennent ces objectifs peuvent être divisées en trois phases:

1. la première phase, allant de Juillet 1991 à Février 1992, consistait d'abord à faire la synthèse des études et analyses existant dans le sous-secteur et à entreprendre des évaluations rapides des aspects du sous-secteur qui nécessitent un diagnostic plus poussé;

2. la seconde phase, de Mars 1992 à Juillet 1993, maintient l'accent sur des analyses plus approfondies des problèmes et des thèmes de recherche évoqués au cours de la première phase;
3. la troisième phase, d'Août 1993 jusqu'à la date d'exécution du contrat maintenant prévue pour le 30 septembre 1994, était au départ programmée comme une période peu active au cours de laquelle se feraient la synthèse et la discussion des résultats de la seconde phase. La situation qui prévaut actuellement suggère que pendant cette période, le projet devrait activement assister le GM dans la mise en oeuvre des réformes politiques révisées, en mettant au point les détails d'exécution, et en aidant à la dissémination des informations aux acteurs intéressés par le marché céréalière tels que les producteurs, les commerçants, les meuniers, les importateurs et les transportateurs.

PRCC est rattaché à la Division de la Planification et des Affaires Economiques (DPAE), une division du Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire (MARA), bien qu'il travaille aussi directement avec deux autres divisions dans le MARA, à savoir la Division de la Production Végétale (DPV) et la Division de la Vulgarisation et de la Réforme Agraire (DVRA), et avec l'Office National Interprofessionnel des Céréales et Légumes (ONICL), une société parapublique rattaché au MARA. Le projet a cependant des obligations beaucoup plus vastes, et entretient des rapports réciproques avec l'ensemble varié d'acteurs impliqués dans le circuit de commercialisation des céréales tels que les producteurs, les commerçants, les meuniers et les importateurs.

Le Comité Inter-Ministériel retenu pour orienter les activités du projet reconnaît cette nature à aspects multiples du PRCC et comprend des représentants provenant de cinq ministères du GM (Agriculture, Commerce et Industrie, Intérieur, Finance, et Affaires Economiques). Le comité technique, qui dirige les activités journalières du projet, a des représentants provenant de quatre divisions du MARA (DPV, DVRA, DPAE, et ONICL).

3.2. Intrants

Les éléments clé du projet comprennent la provision de l'assistance technique, la formation, et les équipements.

3.2.1. L'assistance technique

Le principal contractant de PRCC est Development Alternatives, Inc. (DAI) de Bethesda, Maryland. DAI a signé un contrat de \$2,1 millions en février 1991 qui comprenait les services d'un assistant technique à long terme, 28 personne-mois d'assistance technique expatriée à court terme, et 36 personne-mois de consultants locaux. DAI a sous-traité avec le Département d'Economie Agricole de l'Université de Purdue, Associates in International Resources and Development (AIRD) de Cambridge, Massachusetts, Ingénieurs Conseils

Economistes Associés (ICEA) de Paris, la compagnie Marocaine Agro-Concept de Rabat et l'institut Marocain, Institut National de Statistique et de l'Economie Appliquée (INSEA).

L'assistant technique à long terme a commencé à résider au Maroc en Juillet 1991, bien qu'il y ait entrepris auparavant une mission provisoire de six semaines (TDY) pour faire des arrangements logistiques et commencer les activités du projet. Ses responsabilités générales sont de conseiller et de fournir une assistance opportune à MARA/DPAE, ONICL, autres Ministères du GM, et des groupements clé du secteur privé impliqués dans les activités de réforme politique du sous-secteur céréalière. Une autre responsabilité majeure est de gérer, à la fois techniquement et logistiquement, les activités des divers consultants, qui doivent réaliser une gamme variée d'études et d'analyses statistiques du sous-secteur céréalière.

D'après l'opinion générale, le conseiller à long terme a réalisé un excellent travail dans tous les aspects de son astreignante besogne, qui exige des compétences techniques nécessaires pour entreprendre une analyse politique sur une grande variété de problèmes complexes et entremêlés, et de l'expérience en gestion et en administration pour coordonner les études techniques réalisées par les consultants du projet. Par ailleurs le conseiller technique à long terme a étalé des talents magnifiques de communication et de diplomatie pour établir le processus de dialogue politique entre les groupes disparates impliqués dans la réforme politique céréalière. C'est grâce à lui que même les acteurs qui préfèrent le statu quo (ONICL, certain meuniers, et les grands producteurs de céréales), sont devenus des participants actifs dans le processus des réformes politiques céréalières. Le conseiller est devenu une partie intégrante du processus de réforme politique céréalière marocaine à telle enseigne que des acteurs principaux tels que les meuniers et les délégués provinciaux des organismes parapublics le contacte pour obtenir des informations récentes sur les réformes.

Le projet a jusque-là fourni au total 51 mois d'assistance technique à court terme, dont 24 mois pour les expatriés et 27 mois pour les marocains. la qualité de cette assistance à court terme a été excellente et elle est appréciée par les utilisateurs, à la fois dans le gouvernement et le secteur privé. L'assistance technique à court terme émanait principalement de DAI, l'Université de Purdue, AIRD, et Agro-concept. La plupart des consultants expatriés ont une grande expérience sur le processus de réforme politique au Maroc. Bien qu'ils reconnaissent en général l'excellente qualité des études entreprises, certains responsables du MARA pensent que (1) le projet a lourdement dépendu de l'assistance technique extérieure, et (2) la participation des instituts et agences-conseil Marocains aurait dû être plus grande. La tendance du projet est d'utiliser un plus grand nombre de consultants Marocains au cours de la troisième année. Les rapports, études, et analyses réalisés au cours du projet sont discutés plus en détail ci-dessous. Une liste de toutes les études et tous les rapports réalisés par le projet est fournie en Annexe C.

La recommandation majeure relative à l'assistance technique est d'accroître le niveau d'effort de l'assistant technique à long terme de 2 à 7 mois au cours de la troisième année du projet, avec au moins 5 mois au Maroc. Sa contribution est demandée de toute urgence par les autorités Marocaines, parce que les procédures finales de mise en oeuvre des réformes

politiques céréalières seront entreprises au cours de cette dernière année. Après coup, il aurait été plus indiqué que le conseiller à long terme passât tous les trois ans au Maroc à cause de la complexité des problèmes que rencontre la réforme politique céréalière.

3.2.2. La formation

Le projet a entrepris à la fois la formation à court et long termes.

Trois étudiants Marocains poursuivent des études de "Masters of Science" en économie agricole à l'Université de Purdue. Deux d'entre eux, Mr. Kchit et Mr. El Harti, vont retourner à ONICL, alors que le troisième, Mr. Imrani, retournera à MARA/DPAE. Tous travaillent bien et pourront rejoindre leurs services respectifs avant la date d'exécution du contrat prévue pour le 30 Septembre 1994. Les sujets de thèse choisis par les étudiants ont trait au processus de réforme du marché céréalière, avec des modèles portant sur les effets de la réforme du marché céréalière et les prix des céréales, à la fois au niveau local et international.

PRCC a également financé les thèses de trois étudiants inscrits au programme de maîtrises en économie agricole à l'École Nationale d'Agriculture (ENA). Les sujets de recherche ont rapport aux aspects de la réforme du marché céréalière, et traitent de l'économie des systèmes de stockage des céréales actuels et futurs, la demande de farine, et la compétition entre la minoterie artisanale et industrielle. Le conseiller à long terme de DAI a activement supervisé les trois étudiants.

Un cours de formation de trois semaines sur la théorie du commerce international et des modèles informatiques sur le commerce a été livré par le Prof. Abbot de l'Université de Purdue et était apprécié par tout le personnel de la DPAE et de l'ONICL qui y a participé. Un autre cours de courte durée sur les analyses financières et les investissements est prévu au cours de ce trimestre pour former le personnel du GM à l'évaluation des opportunités d'investissement dans le stockage et la minoterie des céréales.

PRCC a organisé un important séminaire de 2 jours en 1992 pour faire la synthèse des résultats des études et analyses entreprises au cours de la première phase du projet. Environ 140 représentants des secteurs public et privé du GM ont participé, y compris les producteurs, les commerçants, les coopératives, les meuniers, les boulangers, et les importateurs de céréales. Plusieurs participants à ce séminaire ont été interviewés au cours de cette évaluation et semblent apprécier les débats animés qui l'ont dominé. Selon leurs commentaires, c'est la première fois qu'un débat public sur les répercussions du processus de réforme sur les céréales soit entrepris au Maroc. Le séminaire a ouvert le débat sur les aspects du processus de réforme. Avant le PRCC, toute discussion qui a pu se tenir a eu lieu au sein des groupes d'intérêt particulier, tels que les meuniers et les commerçants, ou au sein d'organismes parapublics tels que ONICL ou SCAM/CMA. Le séminaire du PRCC offrit le cadre pour un débat ouvert entre les acteurs intéressés par le processus de réforme.

Un autre séminaire (déjeuner-débat), tenu en début de Février 1993, portait sur les résultats de l'étude des conséquences des réformes céréalières sur la sécurité alimentaire Marocaine et environ 25 participants du MARA et du secteur privé y ont pris part.

Le projet a également financé la participation de trois membres de la DPAE aux cours de formation sur le stockage des céréales offerts par l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II (IAV Hassan II) et la participation d'une personne à un séminaire de trois jours tenu à Paris sur "La Gestion du risque dans les Economies Libéralisant."

Le conseiller à long terme a aussi donné des cours sur les réformes de la commercialisation des céréales à des groupes universitaires à l'ENA de Meknes et à l'IAV de Rabat.

Plusieurs séances de formation dans le tas ont été fournies par le projet, séances au cours desquelles ont participé les membres du personnel de la DPAE et de l'ONICL avec les assistants techniques chargés des études du PRCC. Environ 20 étudiants des classes supérieures en économie appliquée et statistiques de l'INSEA ont été formés pour participer à la seconde étude sur la minoterie artisanale réalisée en 1992.

3.2.3. Equipement et matériel de bureau

Le projet a acheté deux véhicules pour le projet, cinq ordinateurs de bureau, six ordinateurs "laptop" portables, une imprimante portable, deux imprimantes à laser, plusieurs programmes informatiques, et une photocopieuse de grande capacité. Le GM fournit les bureaux au niveau de la DPAE, les moyens de communication, le matériel de bureau pour le projet, la réparation des véhicules et du gaz.

3.3 Les Extrants

3.3.1. Etudes et analyses

Le PRCC a publié plus de 25 rapports et documents de travail au cours des 20 premiers mois du projet. Les rapports semblent être de haute qualité et ont été appréciés par les responsables politiques et administratifs du GM, les intellectuels Marocains, et les membres intéressés du secteur privé. En général les études et analyses de PRCC ont répondu à la plupart des questions qui ont été soulevées sur la réforme politique de la commercialisation et des prix de céréales. Selon les utilisateurs, elles ont également amélioré la façon de penser des responsables chargés de la politique céréalière au niveau de la DPAE, l'ONICL, et MARA, les amenant à considérer les avantages et les inconvénients de leurs décisions d'une manière plus précise et informée.

Les études et analyses réalisées pendant la Phase I (Juillet 1991-Février 1992) firent la synthèse des informations et études existantes sur la structure, le comportement et la performance du sous-secteur céréalière, et des enquêtes de reconnaissance rapides ont été entreprises pour combler les trous d'information sur le marché céréalière. Les études et

analyses de la phase I ont été répartie en quatre composantes majeures du complexe sous-secteur céréalière:

1. la production
2. la commercialisation locale, le stockage des grains, et la minoterie,
3. le commerce extérieur Marocain sur les céréales (essentiellement les importations), et
4. la consommation des céréales et l'aide alimentaire.

Le personnel qui a participé à ces études comprenait 26 cadres de MARA appartenant à quatre divisions (DPAE, DPV, DVRA, et ONICL) et 14 consultants provenant des Etats-Unis et du Maroc. Chaque groupe a préparé et présenté un rapport de synthèse de ses résultats au cours du séminaire organisé par le PRCC en Février 1992.

A l'issue des études de la phase I, d'autres questions ont été soulevées. Quatre thèmes majeurs nécessitant des recherches plus approfondies au cours de la phase II de PRCC ont été identifiés:

1. la compétition ultérieure dans l'industrie de minoterie du blé,
2. l'analyse des effets de changement de politique du sous-secteur
3. le renforcement des systèmes Marocains de production et de commercialisation des céréales, et
4. le changement institutionnel pour soutenir la réforme politique céréalière.

Le PRCC a réalisé plusieurs études dans chacun des quatre domaines de recherche appliquée. La série d'études de la Phase II sur la minoterie des céréales est peut-être la plus ambitieuse, portant sur l'estimation des effets de changement de politique sur les industries de minoterie au Maroc. Lorsque le GM aura éliminé les subventions et le contrôle des prix pour la Farine Nationale de Blé Tendre (FNBT) et libéralisé l'offre du pain de blé aux moulins à farine, les études de PRCC estiment que:

1. un grand nombre de moulins industriels de farine du pays vont fermer parce que leur mauvais emplacement, leur équipement démodé et leur mauvaise gestion leur rendront incompétitif,
2. l'industrie de minoterie deviendra très concentrée,

3. la compétition va augmenter entre les trois circuits de commercialisation rivaux (blé tendre, blé dur, et moulins artisanaux), et
4. les moulins industriels vont accroître le niveau de diversification de la gamme des produits vendus, ce qui nécessitera une modernisation de la classification actuelle des produits et du système de calibrage.

Plusieurs questions et détails relatifs à la mise en oeuvre de ces réformes attendent les responsables politiques. Des décisions devront être prises l'année prochaine en ce qui concerne l'échelonnage des réformes, abordant les problèmes tels que la mise en oeuvre immédiate des réformes ou progressive avec une période transitoire, et si les moulins qui sont affectés de manière négative par les réformes devraient bénéficier d'une indemnité. Des questions institutionnelles importantes doivent également être résolues par exemple qui sera responsable de la supervision du nouveau système de calibrage et de classification.

La série d'études sur les réformes institutionnelles nécessaires est aussi importante. La prochaine étude sur ONICL sera cruciale dans la détermination de son futur rôle dans un marché libéralisé. Une étude du futur rôle de SCAM/CMA dans un marché libre est aussi importante; si les SCAM/CMA se dispersent ou tombent en faillite, que deviendra leur énorme infrastructure de stockage qui sera probablement sollicitée pour maintenir les stocks de sécurité alimentaire.

3.3.1.1. Sociétés Coopératives Agricoles Marocaines/Coopératives Marocaines Agricoles (SCAM/CMA)

Fusionnées dans les années 1930, SCAM/CMA sont des structures coopératives traditionnelles qui fournissent les intrants et arrangent la commercialisation agricole. Après l'indépendance, ces coopératives devinrent propriété de l'état et géraient le système de commercialisation agricole réglé par l'état. Des efforts ont été entrepris pour réorganiser les SCAM/CMA en 1971, 1976 et 1988. Bien que ces efforts n'aient pas été entièrement satisfaisants, la commercialisation des céréales sauf pour le blé tendre a été libéralisé.

Les prochaines réformes politiques en vue de libéraliser le prix du blé tendre et ses circuits de commercialisation ôtera suffisamment la nécessité des SCAM/CMA.

L'avenir de SCAM/CMA, dont les principaux atouts résident dans les moyens de manutention et de stockage des graines, reste un problème important non résolu dans la réforme de la commercialisation des céréales au Maroc. Les prévisions actuelles sont que les SCAM/CMA continueraient à jouer un rôle dans le maintien des stocks de sécurité et peut-être dans la distribution des céréales aux moulins dans les zones qui ont connu de sérieuses baisses de production.

3.3.2. Développement institutionnel

Le Sous-projet de Commercialisation des Céréalière poursuit le développement institutionnel initié par le projet de Planification Economie et Statistiques (608-0182) financé par USAID. Ce projet a fourni 10 ans d'assistance à la DPAE pour renforcer sa capacité de réaliser des analyses économiques et statistiques. PRCC a contribué au développement institutionnel à la fois à la DPAE et l'ONICL par la formation à long et court termes, des séminaires, et la formation dans le tas. Les études et analyses de PRCC ont été préparées et entreprises par le personnel long et court terme du projet en collaboration avec le personnel de la DPAE et ONICL, permettant à ces derniers de participer à l'analyse de la réforme politique.

Le projet a renforcé la capacité d'analyse politique appliquée au sein de la DPAE et de l'ONICL. Une visite aux délégués provinciaux d'ONICL à Meknes pendant l'évaluation révéla que le personnel a développé la compétence pour analyser les effets ultérieurs des réformes politiques à travers leur discussion des rôles opportuns de l'ONICL dans un marché libéralisé.

Les directeurs de la DPAE et de l'ONICL pensent que le projet a été d'un soutien énorme à leurs institutions en développant leurs compétences analytiques. Ils regrettent que le projet prenne fin l'année prochaine.

Au sein de l'ONICL, le PRCC est en train de développer un Système d'Informations sur le Marché (SIM) pour améliorer et disséminer les informations sur les prix au niveau du marché. Le système sera entièrement terminé et fonctionnel à partir de l'année prochaine, comme le projet prévoit l'arrivée d'un consultant mi-terme qui travaillera avec l'ONICL pour la mise en oeuvre du système. Grâce à PRCC, l'ONICL publie déjà des données améliorées sur les prix sous forme de bulletins mensuels ("Marché des Céréales et des Légumineuses").

MARA devrait arrêter un accord entre l'ONICL et la DPAE pour déterminer qui sera directement responsable de la collecte des données sur les prix. A l'heure actuelle, les deux institutions assurent la collecte des données sur les prix, ce qui constitue apparemment une duplication des tâches inutiles et un gaspillage des ressources.

Le programme d'économie agricole à l'ENA/Meknes et les programmes d'économie et statistiques appliquées à l'INSEA de Rabat ont également été renforcés par leur participation aux activités du PRCC.

3.3.3. Préparation d'une stratégie de commercialisation des céréales

Les informations issues des études des Phase I et II du PRCC et disséminées au cours des séminaires du projet et des séances de discussion formelles et informelles sont exploitées par les responsables politiques afin de préparer une stratégie cohérente de réforme sur la commercialisation des céréales. Les analyses détaillées et les recommandations des diverses études de la Phase II sur le secteur de minoterie et les réformes institutionnelles sont

attendues avec impatience. Le projet jouera un rôle capital au cours de la troisième année étant donné que les détails et les modalités de mise en oeuvre des dernières réformes sont en cours de préparation. En particulier, les responsables politiques au niveau du MARA, voudrait que le conseiller de long terme du PRCC soit maintenu sur place pour aider les responsables politiques du GM à préparer les mesures d'application de la nouvelle législation commerciale.

Au cours de la dernière année du projet, PRCC aidera la DPAE à concevoir un "Guide au Secteur Céréalière," à l'intention des acteurs impliqués dans le marché des céréales, y compris les commerçants, les producteurs, les importateurs, et les meuniers. Le guide fournira point par point des informations sur les procédures du nouveau marché libéralisé. Rédigé pour toutes les couches de la population et disponible en Arabe, Français, et Anglais, le guide sera largement vulgarisé par les autorités Marocaines afin de préparer tous les acteurs aux changements dans le marché céréalière.

3.4. Problèmes et contraintes

3.4.1. Manque de données au niveau des exploitations

Le manque d'information au niveau de la DPAE sur les conditions et les systèmes de culture dominant au niveau des exploitations est étonnant. Apparemment la DPAE n'a pas réalisé assez d'études sur la gestion des exploitations. Les effets de l'élimination des subventions sur les intrants et les questions relatives aux effets des réformes politiques ne peuvent pas être analysés sans ces informations. En fait, la pertinence des modèles peut être mise en doute en l'absence d'une compréhension de base des conditions de production.

Le PRCC devrait au moins entreprendre au niveau des exploitations une enquête rapide de reconnaissance soigneusement formulée sur la position des producteurs vis-à-vis des réformes politiques céréalières et la commercialisation au niveau des exploitations. Relativement très peu d'information existe à ce bout de la chaîne de commercialisation des céréales, sauf pour le cas des études détaillées de production conduites dans les régions de Chaouia et Zaer dans le cadre du projet Mise-en-Marche financé par la France. Des informations relatives au stockage au niveau des exploitations pourrait aussi être collectées. Une attention particulière devrait être accordée à l'échantillon, pour s'assurer qu'il soit stratifié selon les types de producteurs ou la taille de l'exploitation.

3.4.2. Manque de motivation pour les collaborateurs du GM

L'incapacité du PRCC à fournir des motivations significatives aux collaborateurs du GM pose un problème pour le projet. Le personnel du Ministère est appelé à consacrer du temps et des efforts supplémentaires aux activités du projet en même temps qu'il travaille en collaboration avec les consultants expatriés et Marocains qui gagnent des salaires beaucoup plus élevés. Le fait que le personnel de IAV, ENA, et INSEA sont beaucoup mieux payés et

peuvent en pratique travailler pour un nombre illimité d'heures de consultation est particulièrement décourageant pour les fonctionnaires du GM.

3.4.3. Conditionalité réduite du bailleur de fonds dans la réforme politique

La baisse d'intérêt de la part de la Banque Mondiale dans les réformes politiques du marché céréalier a beaucoup réduit la supervision de l'organisme donateur au niveau de ces réformes. Par ailleurs, la réforme politique n'est plus une préoccupation majeure de USAID/Rabat. Quand le PRCC a été conçu, il était supposé faire progresser le programme de PASA-II, mais la dernière tranche de PASA-II a été débloqué en 1991 avant que la plupart des réformes retenues aient été entreprises. A court terme, cette réduction de supervision a été très frustrante pour le projet et a rendu la tâche de PRCC plus difficile; à long terme, elle peut être bénéfique étant donné que les prochaines réformes sont motivées par la demande et sont entreprises à cause de leurs avantages potentiels, et non à cause des conditionalités. Quand un gouvernement est engagé à réaliser des réformes, les conditionalités deviennent très superflues. Elles peuvent même aller contre la productivité étant donné que parfois le pays réformant estime sa souveraineté menacée par le bailleur de fonds.

3.4.4. Manque de progrès dans le programme de réforme des céréales

Trois domaines majeurs des réformes politiques restent à mettre en oeuvre pour le marché du blé tendre: (1) la libéralisation du commerce, en libéralisant les importations de tous les céréales, (2) élimination du système de commercialisation contrôlé du blé tendre, et (3) élimination de la FNBT.

Selon les sources informées des responsables politiques du GM, la récolte de 1993 sera la dernière avant la mise en application des réformes qui est prévue pour plusieurs années. La nouvelle Loi de Commerce Extérieur est supposée être promulguée en Octobre 1993. Les autorités du GM avancent plusieurs raisons possibles pour le retard de mise en application des réformes ci-dessus. L'échec des pluies de l'année dernière ajouté à une autre année de sécheresse, ont rendu la période peu favorable à l'élimination des subventions au niveau de FNBT et à la libéralisation du marché du blé tendre. Avec les prochaines élections parlementaires, il ne serait pas politiquement prudent de mettre les réformes en oeuvre après la mauvaise récolte de l'année dernière. En général d'après les responsables politiques au niveau du MARA, le GM estime que la saison agricole 1993 sera la dernière sous l'ancien système.

3.5. Impact de PRCC sur la réforme politique céréalière

La réforme politique est un processus, généralement un processus à long terme dont le début et la fin précis sont difficiles à identifier. Tel est le cas avec les réformes sur la commercialisation des céréales au Maroc, qui commencèrent au milieu des années 1980s, plusieurs années avant l'entrée en scène du PRCC en 1991.

Le PRCC a été conçu pour participer à la mise en application des réformes de base et faire le diagnostic et aider à résoudre les problèmes secondaires ou des effets involontaires qui certainement allaient se présenter au cours de la mise en oeuvre des réformes. La complexité absolue du sous-secteur céréalier ne peut passer inaperçue. Il touche presque tous les aspects de l'économie et la société Marocaines, des producteurs aux consommateurs, en plus des nombreuses personnes qui gagnent leur vie dans le secteur, du percepteur rural aux meuniers industriels. Par ailleurs, les conséquences politiques du changement de statu quo, avec des chances de modifier la structure des perdants et des gagnants dans un environnement politique réformé, ne peuvent être acceptées sans une évaluation soigneuse des éventuels avantages et inconvénients.

Par conséquent, le rôle majeur du projet n'est pas d'entraîner les réformes, parce qu'elles étaient déjà prévues et en partie amorcées quelques années avant le démarrage du projet. Plutôt, son rôle est celui de la dissémination des informations, l'analyse des effets éventuels, l'analyse de l'échelonnement et de l'ordre des réformes, et l'analyse des mesures qui devront être prises à la suite des premières réformes. Le projet a également mis en lumière le prix économique et social payé par le Maroc pour maintenir le système hautement réglementé du passé. Le degré auquel le projet a pu atteindre ses objectifs est présenté ci-dessous.

3.5.1. Le prix économique et social du système réglementé

Le PRCC a illustré avec succès les effets coûteux du marché des céréales hautement réglementé dans ses études de FNBT, la qualité du produit, l'industrie de minoterie, les accords de modération, la restructuration de l'industrie de minoterie et les avantages et inconvénients du système contrôlé.

FNBT. L'enquête de reconnaissance rapide de la situation de la farine réalisée dans cinq provinces typiques a exposé l'envergure du problème de FNBT. La conclusion que 50% de la subvention n'atteignait aucun consommateur (beaucoup moins les plus pauvres consommateurs) a été avancée par le projet en Février 1992. Depuis ce temps, les responsables politiques ont largement accepté cette conclusion, ce qui a entraîné la recommandation par deux commissions interministérielles d'éliminer FNBT - la première étape dans la libération éventuelle des prix du marché du pain de blé.

L'industrie de minoterie et la qualité du produit. Les études de demande (McDermott et Bouzri 1992; Bouzri et Baudonnel 1992) et les études de minoterie (Falgon 1992, 1993; Achy 1993) ont officiellement mis en lumière les conséquences néfastes du système actuel: la qualité mauvaise et irrégulière du produit provenant des moulins industriels, l'inefficacité dans ces moulins, le niveau de mécontentement du consommateur au manque de choix.

Accords de Modération. Les enquêtes de PRCC sur le terrain révélèrent d'abord l'existence de ces accords et leurs conséquences sur le prix de la farine gratuite, les prix du pain, et l'entrave du commerce. Par la suite, l'existence et l'impact des accords ont fait l'objet d'un débat public pour la première fois.

Restructuration de l'industrie de minoterie. Le projet a enquêté sur l'ampleur des changements requis dans l'industrie de minoterie et le fait que certains propriétaires moins dynamiques s'opposent à ces changements parce qu'ils ont peur de ne pas être compétitifs sous le système libéralisé. Les études de minoterie ont aussi montré comment le système contrôlé empêche les acteurs principaux de jouer leur rôle traditionnel de coordonnateurs économiques (et d'indicateur de prix) dans le sous-secteur céréalière avec la perte résultante d'efficacité et d'investissement.

Analyse coût-bénéfice de la libéralisation. L'analyse préliminaire par Salinger (1992) est le premier essai d'évaluation du prix économique et financier que le GM et les consommateurs Marocains payent pour qu'un nombre relativement bas de personnes puissent tirer profit de l'absence de la concurrence.

3.5.2. La dissémination des informations

Grâce à PRCC, le cadre de discussion des réformes sur la commercialisation des céréales est passé d'un débat mi-secret à un débat mi-public, à travers le séminaire tenu en Février 1992 pour discuter la synthèse des résultats de la première phase, le rapport de synthèse, et la publicité entourant le séminaire. Le document de synthèse a été largement distribué: plus de 300 exemplaires étaient disponibles au niveau du GM et des acteurs concernés. Des mesures alternatives de mise en application et des options recommandées pour la mise en oeuvre de la politique ont été présentées au cours du séminaire de 1992 et dans le document, ainsi que des idées relatives à l'échelonnement et à l'ordre de mise en application des politiques. Le document de synthèse a été largement parcouru et discuté avec avidité par l'ONICL et autres autorités au cours de la visite de l'évaluateur à Meknes.

La dissémination moins officielle d'informations se poursuit dans d'autres réunions et travaux réguliers avec les groupes d'intérêt du marché des céréales.

Le "Guide du Secteur Céréalière," dont la publication est prévue au cours de la troisième année pour expliquer à tous les acteurs dans la commercialisation des céréales (producteurs, commerçants, meuniers, etc.), les étapes pratiques impliquées dans le nouvel environnement, n'est qu'une simple prolongation de ce processus. Le guide sera publié en plusieurs langues. Les dix ans d'expérience du conseiller technique à long terme en vulgarisation agricole et réunions publiques avec les groupes d'intérêt seront extrêmement utiles à ce niveau.

3.5.3. Analyse de l'impact

La deuxième année du programme de PRCC était largement concentré à l'analyse de l'impact du reste des réformes politiques. Des études des effets des réformes sur la commercialisation des céréales ont été réalisées sur l'industrie de minoterie (Falgon 1992; Achy 1993), le secteur des aliments du bétail (Metzel 1992), le ban de FNBT sur les pauvres (McDermott 1992), et la sécurité alimentaire (Stedman et Benabderazzik 1992). Un rapport final sur les impacts de l'industrie de minoterie (ICEA) et un autre sur la modélisation de l'impact des prix

au niveau de l'exploitation et national (Purdue) seront publiés bientôt. Une enquête rapide de reconnaissance des effets au niveau de l'exploitation sera également conduite au cours de la troisième année du projet.

3.5.4. Analyse de l'échelonnage et de l'ordre des réformes

Le schéma d'échelonnage et de l'ordre des mesures de réforme, proposé dans le rapport de synthèse de PRCC de Février 1992, présentait un organigramme détaillé de l'ensemble des réformes avec un échelonnage hypothétique mais réaliste. Le schéma proposé a été utilisé par le Directeur de la DPAAE et par le personnel du Ministère de Finance pour établir la liaison et l'ordre des mesures de réformes.

3.5.5. Analyse des effets secondaires

Une fois que le reste des réformes majeures sont décidées et les dates de leur mise en application arrêtées, on devra s'occuper des mesures secondaires. Comme c'était le cas pour l'industrie de minoterie, la première étude de minoterie a soulevé des questions relatives à la minoterie artisanale et minoterie industrielle du blé dur. Les études de suivi relatives aux rôles futurs de l'ONICL et des SCAM/CMA, la sécurité alimentaire, et la prévision des stocks de sécurité seront conduites au cours de la dernière année du projet.

Le travail critique sur les modalités d'application de la loi de commerce Extérieur nouvellement arrêtée doit aussi être entrepris pendant la dernière année du projet.

3.5.6. Conclusion

Le tableau ci-dessous résume le travail entrepris par le PRCC dans l'assistance à la mise en application des réformes sur la politique céréalière. Les problèmes envisagés ou concrets pour chacune des réformes majeures ont été étudiés, des solutions proposées, et des activités d'appui entreprises par PRCC.

Tableau 1: Réformes, problèmes envisagés ou concrets, et activités d'appui

Réforme	Problème envisagé ou concret	Activité d'appui
Commerce: Importations libres de céréales	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de coordination • Manque d'information • Périodes éventuelles sans provisions de graines 	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir de meilleures données sur le commerce international • Améliorer la Banque de données • Maintenir des stocks de transition de graine tout en mesurant les succès/problèmes des importations libres
Elimination de FNBT	<ul style="list-style-type: none"> • Perte de subvention par les pauvres (20% du total) • Echelonnage: 2 années successives de sécheresse • Perte de profit par ceux qui tirent des avantages du système actuel 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place d'autres programmes compensateurs (hors du cadre de PRCC)
Libéralisation de la fourniture d'intrants aux moulins	<ul style="list-style-type: none"> • Les moulins qui sont incapables de concourir dans le nouveau système vont bloquer les réformes 	<ul style="list-style-type: none"> • Examiner la possibilité de compensation des moulins non-compétitifs

4. Gestion du projet

4.1. Introduction

Le Mémorandum d'Accord de Septembre 1989 présente les diverses fonctions et responsabilités des trois principaux acteurs impliqués dans le PRCC: USAID (le bailleur de fonds), le GM (représenté par MARA), et DAI (le premier contractant) avec les sous-contractants.

USAID est chargé de la gestion générale du projet, le déblocage des fonds, et le suivi et l'évaluation des activités du projet. Le principal contractant, DAI, et les sous-contractants sont responsables de la mise en oeuvre du projet en collaboration avec le GM, principalement le MARA.

4.2. Development Alternatives, Inc., et les sous-contractants

Le principal contractant du PRCC est DAI. Les sous-contractants sont le Département d'Economie Agricole à l'Université de Purdue, AIRD de Cambridge, Massachusetts, l'ICEA de Paris, la compagnie Marocaine Agro-Concept de Rabat, et l'INSEA au Maroc. Le projet a également collaboré avec l'ENA de Meknes et aussi IAV.

L'assistance technique fournie par le contractant et les sous-contractants a en général été excellente selon les utilisateurs des études, rapports et séminaires. Bien que le temps alloué à l'évaluation mi-terme n'ait pas permis une revue systématique de tous les documents du PRCC, les principaux documents exploités semblent être bien rédigés, en tenant compte en particulier du temps relativement court alloué à la collecte des données, l'analyse, et la synthèse des résultats. L'esprit de collaboration au sein de la recherche de PRCC, recherche assez souvent entreprise conjointement par les expatriés et les Marocains, augmentent encore plus l'utilité des efforts de la recherche en développant la capacité de DPAE, ONICL, et autres économistes Marocains à analyser des questions liées à la réforme de la politique céréalière.

Le conseiller politique à long terme fourni par DAI a fait un excellent travail dans la mise en oeuvre de PRCC, la coordination et la supervision de toute la recherche du projet, et plus important la création d'un cadre pour une analyse et une discussion significatives des réformes politiques céréalières. Le conseiller à long terme a également mis en place un bureau PRCC d'un bon fonctionnement, intégré au sein de la DPAE et qui sert de point de liaison entre les consultants et le personnel du GM impliqué dans le projet, en même temps qu'il fournit du soutien logistique et administratif. Le projet a le concours d'un directeur de bureau qualifié, licencié en lettres modernes, qui aide également à la traduction des documents. Le siège de DAI à Bethesda, Maryland, fournit également au projet du soutien logistique et administratif en plus de l'assistance technique à court terme.

L'assistance technique à court terme a été principalement fournie par DAI, l'Université de Purdue, AIRD, et Agro-Concept. Les consultants expatriés de l'Université de Purdue et d'AIRD ont acquis une grande expérience au Maroc, particulièrement dans le domaine des

réformes politiques agricoles et commerciales, ce qu'approuvent leurs homologues Marocains. Les Marocains reconnaissent que la formation en modélisation des effets des réformes politiques sur les prix locaux, les stocks, l'offre et la demande leur était particulièrement utile.

L'évaluateur a pu interroger certains sous-contractants au Maroc, mais a eu très peu de temps pour interviewer AIRD, INSEA, et l'Université de Purdue.

4.3. Le gouvernement du Maroc

Le GM a accepté dans le Mémoire d'Accord de fournir au projet les bureaux et le soutien de secrétariat, en plus de son temps et de la formation du Comité Interministériel et du Comité Technique.

Le GM a réussi à former les deux comités qui servent de coordonnateurs généraux des activités du projet. Le comité interministériel de supervision, présidé par le Secrétaire Général du MARA et comprenant les représentants des services des Ministères de l'Agriculture, des Finances, des Affaires Economiques, de l'Industrie et du Commerce, et de l'Intérieur est chargé de la coordination générale du projet. Le comité s'est réuni plusieurs fois pour examiner les programmes annuels de travail et évaluer la mise en oeuvre du projet. Le président du comité, le Secrétaire général du MARA a été particulièrement actif dans le suivi des progrès du projet et l'apport de conseils au niveau de l'administration.

Le second comité de supervision des activités du projet est le comité technique, formé de représentants de trois divisions du MARA (DPAE, DPV, DVRA) et ONICL, l'organisme parapublic localisé au sein du MARA. Le comité technique a été très actif dans la supervision des activités du projet et la participation aux séminaires. Le personnel de la DPAE et d'ONICL ont été les principaux acteurs étant donné que les activités du projet ont été concentrées dans ces divisions. Le directeur par intérim de la DPAE a servi d'homologue au conseiller technique à long terme et accumule une longue expérience sur les réformes politiques Marocaines avec un intérêt particulier pour les réformes politiques céréalières. Le directeur de la division des statistiques au sein de l'ONICL et son personnel ont participé à plusieurs études de PRCC.

Le GM a fourni les bureaux et les fournitures de bureau de base à PRCC

Le GM a fourni les intrants nécessaires tel que prévu dans le Mémoire d'Accord. La seule faille est peut-être la participation réduite du personnel de la DPAE aux activités de la seconde phase de PRCC à cause du manque de motivations significatives pour participer au PRCC quand ils ont d'autres tâches à accomplir. Les salaires très élevés et la possibilité de travailler quasiment un nombre illimité d'heures de consultation dont bénéficient IAV, ENA, et INSEA découragent le personnel de la DPAE, parce que ce dernier ne reçoit pas de traitement supplémentaire lorsqu'il participe aux activités de PRCC.

4.4. USAID

Le PRCC est un sous-projet du Projet d'Appui à l'Analyse de la Politique Economique (608-0191) dont le but général est de participer à une transition réussie de l'économie Marocaine à une plus grande orientation vers le marché. PRCC est dirigé par le Bureau de Développement Agricole (ADO). La stratégie agricole de l'USAID a changé depuis le début du projet, lorsqu'il a formellement décidé de mettre l'accent sur le secteur céréalier et un environnement politique économique amélioré. Le centre d'intérêt actuel d'ADO est passé à une stratégie encourageant la promotion des exportations et la privatisation. Bien que la Mission soit toujours activement intéressée par les réformes politiques, celles-ci deviennent de moins en moins une priorité. Le changement du centre d'intérêt de l'USAID, combiné à la décision de la Banque Mondiale de virer son attention de l'ajustement sectoriel aux prêts d'investissement, ont réduit d'une manière effective, le soutien des bailleurs de fonds aux réformes de la commercialisation des céréales. Comme précédemment indiqué, l'effet de cette réduction de la supervision des bailleurs de fonds aux réformes politiques n'est pas tout à fait néfaste car les réformes promulguées dans ces conditions sont motivées par la demande et de ce fait peuvent devenir plus durables et significatives.

Annexe A

Contract No: PDC-1406-I-00-0073-00

Statement of Work

OBJECTIVE

The objective of the mid-term evaluation for the Cereals Marketing Reform Subproject is to determine whether it has been an effective instrument in assisting the Government of Morocco to introduce reforms for cereals markets, foster private sector involvement, formulate an import policy supportive of the domestic cereals market, and recommend any measures that may serve to advance the achievement of objectives during the remaining implementation period.

SCOPE OF WORK

The contractor will conduct the evaluation in three stages. They are:

- (1) review structural adjustment and Cereals Market Reform documentation, including pertinent Project Agreements, amendments, and other documentation at USAID/Morocco, as well as project work plans, quarterly reports, and subject reports by the contractor; in addition, review documentation pertaining to seminars and conferences, workshops, and short and long term training; two days of consultation in Washington D.C. with AID/W and the IBRD are allowed for review of ESAP documentation;**
- (2) conduct interviews with relevant officials in the Ministry of Agriculture and Agrarian Reform, ONICL, other relevant government agencies and with the private sector to determine the relevance, pertinence, and acceptance and use of Cereals Market reform "products;" identify measures to facilitate achievement of objectives;**
- (3) produce a draft evaluation report and present it to a joint US/AID/Government of Morocco seminar; based on comments by US/AID and the Government of Morocco, produce a final evaluation report.**

The contractor will present a draft report to a joint U.S.-Moroccan seminar toward the end of the third week of the consultation. The final report must be issued no more than one month following the departure of the consultation from Morocco, in French and in English.

An inclusive list of questions that US/AID/Morocco expects to be addressed in the evaluation is as follows:

- (1) Has work foreseen in the original project design been completed as scheduled?
- (2) To the extent that the project has had an institution-building role in developing the capacity of the DPAE to conduct the types of analyses required for cereal policy formulation, what is the success of the project to date, and what additional steps are needed?
- (3) To what extent have Project reports and analyses been used in the policy formulation process and by what services of the Government of Morocco and in what ways? Are there other ways in which project activities have facilitated the cereals policy reform process?
- (4) Can specific policy reforms be tied to reports, analyses and other actions conducted under the Project? What are users' (government services and private sector) impressions of the quality of reports and analyses for which the Project has been responsible?
- (5) Was the project, as originally designed, complete in terms of being able to reach stated objectives? Are there elements which should have received more attention? If affirmative, should the Mission consider whether amending the project or using other means to address them? What are the evaluator's specific recommendations for activities during the second half of the Project?

SCHEDULE OF WORK AND MINIMUM LEVEL OF EFFORT

The consultant is allowed a total of 4 weeks for this work. S/he should begin with 2 days of preparation time with AID/W and the IBRD prior to departure to Morocco mid-to-late January. Three weeks are allowed in country and an additional three days in Washington D.C. for preparing the final report.

DELIVERABLES

Deliverables will include 50 (25 in English and 25 in French) copies of the final version of the mid-term evaluation report. The consultant will also furnish 10 copies of the draft report, in English, for the seminar to be held in Morocco toward the end of the consultancy.

Annexe B

List of persons contacted

Washington, D.C.

Laura Tuck	World Bank
Scott Simons	DAI
Elliott Berg	DAI
David Kingsbury	DAI

Morocco:

David Wilcock	Project Director, CMRP, DAI
Charles Uphaus	Agricultural Development Officer, USAID
John Schamper	CMRP Project Officer, USAID
Mohammed Hunafi	USAID
Mohammed Ben Sania	Consultant, USAID
John Wilson	Agricultural Attaché, U.S. Embassy
Mitch Skalicky	U.S. Wheat Representative

Albert Sasson	Ing. Général de l'Agriculture, Directeur MARA/DPAE
M. Belhadfa	Chef, Division de Céréales et Cultures Fourragères, MARA/DPV
Mahmud Marzaki	Directeur Général, DVRA
Aloui Abdeltaoui	Secrétaire Général, MARA
Mohammed Guerraour	Directeur Général, ONICL

Annexe C

Bibliography: documents reviewed and list of CMRP reports, studies, and working papers

Major CMR Reports

- CMR-1 PRCC Comité Technique, "Projet RCC, Phase I: Programme de Travail", Rabat, 29 Juin, 1991. (In French Only).
- CMR-2 David C. Wilcock, "Agribusiness in the 1990's: The Commodity Subsector Approach" Rabat, June, 1991 (In English and French).
- CMR-3 Philip Abbot, "Trade Modeling in Support of Moroccan Cereals Market Reforms", West Lafayette, Indiana, December, 1991 (In English and French).
- CMR-4 Abderrahim Houmy et.al., "Tendances de la Production des Céréales au Maroc", Rabat, Final version: October, 1992 (In French only).
- CMR-5 Omar Aloui et.al., "Commerce, Stockage et Transformations des Céréales: Rapport Principal", Rabat, January, 1992 (In French only).
- CMR-6 Lynn Salinger et.al., "Commerce Extérieur, Rapport de la Première Phase", Rabat, Final Version: March, 1992 (In French only).
- CMR-7 Amal Britel et.al., "Consommation des Céréales au Maroc", Rabat, Final Version: October, 1992 (In French only).
- CMR-8 David C. Wilcock, "Synthesis Report: CMR Phase I", Rabat, February, 1992 (In English and French).
- CMR-9 M. Falouss, et.al., "Système d'Information sur le Marché des Céréales: Plan d'Action Proposé", Rabat, May, 1992 (In French only).
- CMR-10 Claude Falgon, "La Minoterie en Concurrence" (Plan d'Etudes Appliqués), Rabat, May, 1992 (In French only).
- CMR-11 (DRAFT) Charles Steedman et Hassan Benabderazzik, "Sécurité Alimentaire et Réforme des Marchés Céréalières", Rabat, Juin, 1992 (In French only).
- CMR-12 Benatya, Driss et.al., "Agricultural Data Needs of the Moroccan Ministry of Agriculture", Rabat, July, 1992 (In English and French). NB: This report was jointly sponsored by three USAID Agriculture Sector Projects: No. 182 (PESA), No. 191 (CMR), and No. 210 (MAP).

CMR-13 Achy, Lachen et.al., "Deuxième Enquête National sur la Minoterie Artisanale", Rabat, January 1993 (In French Only).

CMR Quarterly Reports

CMR-QR1 David C. Wilcock, "The Cereals Marketing Reform Projet: Quarterly Report 1", Rabat, October, 1991. (In English and French).

CMR-QR2/3 David C. Wilcock, "The Cereals Marketing Reform Projet: Quarterly Reports 2 and 3", Rabat, April, 1992 (English and French).

CMR-QR4 David C. Wilcock, "The Cereals Marketing Reform Projet: Quarterly Report 4", Rabat, July, 1992 (English and French).

CMR-QR5 David C. Wilcock, "The Cereals Marketing Reform Projet: Quarterly Report 5", Rabat, October, 1992 (English and French).

CMR-QR6 David C. Wilcock, "The Cereals Marketing Reform Projet: Quarterly Report 6", Rabat, January, 1993 (English and French).

CMR Working Papers

CMR-WP1 J. Dirck Stryker, "Groupe Chargé de l'Aspect Consommation des Céréales au Maroc", Cambridge, December, 1991 (In French only).

CMR-WP2 Philip Boyle, "Situation et Perspectives de l'Aide Alimentaire au Maroc", Rabat, December, 1991 (In French only).

CMR-WP3 David S. Kingsbury, "Summary of Issues Related to the Use of Agricultural Commodity Price Risk Reduction Mechanisms with Special Reference to Morocco", Bethesda, Maryland, December, 1991 (In English only).

CMR-WP4 Bruce Schulte, "An Overview of Agricultural Market Information Systems", Rabat, May, 1992 (In English and French).

CMR-WP5 Henriot Sabourin, "Rapport Technique: Diagnostic du Volet Stockage", Québec, May, 1992 (In French Only).

CMR-WP6 Philip Abbott, "Agricultural Trade Modeling: Report on Training Course and Current Modeling Efforts", Rabat, June, 1992 (In English only).

CMR-WP7 Ann K. McDermott, "Targeting Cereals Subsidies: Case Studies of Morocco, Algeria, Egypt and Tunisia", Rabat, December, 1992 (In English Only).

- CMR-WP8 Jeffrey Metzler, "The Impact of Cereals Marketing Reform on the Feed and Livestock Industries", Rabat, October, 1992 (In English Only).
- CMR-WP9 David C. Wilcock, " Summary of CMR Phase II Applied Research in Cereals Milling", Rabat, October, 1992 (In English Only).
- CMR-WP10 Lynn Salinger, "Bread Wheat Marketing Margins under Liberalization: A Cost-Benefit Analysis", Rabat, December, 1992 (In English Only).
- CMR-WP11 Ann McDermott and Najat Bouzri, "Caractéristiques de la Demande des Ménages pour les Produits de Première Transformation du Blé", Rabat, December, 1992 (In French Only).
- CMR-WP12 Najat Bouzri and Gregoire Baudonnel, "Caractéristiques de la Demande des Boulangers pour la Farine", Rabat, December, 1992 (In French Only).

Annexe D

Summary of short-term technical assistance

CMR PROJECT: SUMMARY OF SHORT-TERM TECHNICAL ASSISTANCE TO 12/31/92

Year & Period	NAME	ORGA	DATES	SUBJECT	Person Months
STARTUP:					
'91 - 1	DAVID WILCOCK	M DAI	5/20-6/29	Project Startup	1.25
PHASE 1: SYNTHESIS AND DIAGNOSIS:					
'91 - 2	LYNN SALINGER	M AIRD	8/24-12/3	Group C: Trade	1.00
'91 - 2	LYNN SALINGER	US AIRD	10/7-11/15	Group C: Trade	0.50
'91 - 2	DIRK STRYCKER	US AIRD	10/7-11/15	Group D: Demand Estimation	0.50
'91 - 2	VALERIE BEYERS	M DAI	10/14-10/28	Admin. Systems and Accounting	0.50
'91 - 2	LAURENCE KENT	M DAI	10/21-11/15	Group B: Mktg and Laws	0.75
'91 - 2	JEFF METZEL	M AIRD	10/21-12/7	Group A: Production	1.00
'91 - 2	PHILIP ABBOTT	US PURD	11/11-11/29	Group C: Trade Modeling	0.75
'91 - 2	PHILIP BOYLE	M DAI	11/23-12/15	Group D: Food Aid and Welfare	0.75
'91 - 2	ELIOT BERG	M DAI	11/25-12/2	General Policy Review	0.25
'91 - 2	DAVID KINGSBURY	US DAI	11/25-12/6	Paper on Risk in Cereals Trade	0.50
'91 - 2	WALLY TYNER	M PURD	12/6-12/14	Group A: Production	0.25
'92 - 2	LYNN SALINGER	M AIRD	2/10-3/4	Group C: Seminar Prep.	0.75
'92 - 2	PHILIP BOYLE	M DAI	2/6-2/22	Group D: Seminar Prep.	0.50
'92 - 2	WALLY TYNER	M PURD	2/12-2/28	Group A: Seminar Prep.	0.50
PHASE 2: MORE DETAILED STUDIES:					
'92 - 3	BRUCE SCHULTE	M DAI	4/6- 5/6	Market Info Systems (MIS)	1.25
'92 - 3	HENRIOT SABOURI	M DAI	4/27-5/2	Cereals Storage	0.25
'92 - 3	RONALD ANDERSON	M IBRD	4/7-4/17	Futures Markets Work	0.25
'92 - 3	CLAUDE FALGON	M ICEA	5/3-5/15	Planning Milling Studies	0.50
'92 - 3	CHARLES STEEDMAN	M DAI	5/11-6/5	Food Security Study	1.00
'92 - 3	PHILIP ABBOTT	M PURD	5/11-5/30	Trade Modeling Training Course	0.75
'92 - 3	ANN MCDERMOTT	US DAI	6-6/92	Targetting Food Subsidies	1.00
'92 - 3	MAHMOUDI	M INS	6/15-7/16	Data Needs Study	1.25
'92 - 3	WALLY TYNER	M PURD	6/20-7/10	Data Needs Study	0.75
'92 - 3	TOM ZALLA	M DAI	6/20-7/15	Data Needs Study	1.00
'92 - 3	DRIOUCHI	M ENA	6/22-7/11	Data Needs Study	0.75
'92 - 3	WILL SHERMAN	M USDA	6/22-7/11	Data Needs Study	0.75
'92 - 3	DRISS BENATYA	M IAV	6/22-7/16	Data Needs Study	1.00
'92 - 3	JEFF METZEL	M AIRD	8/3-10/1	Cereals, Feeds and Livestock	1.00
'92 - 3	ANN MCDERMOTT	M DAI	8/16-11/16	Demand for Wheat Flour	1.00
'92 - 3	NAJAT BOUZRI	M DAI	8/16-11/16	Demand for Wheat Flour	1.00
'92 - 3	CLAUDE FALGON	M ICEA	8/16-10/31	Wheat Flour/Millers Survey	1.00
'92 - 3	GREG. BAUDONNEL	M ICEA	8/16-10/31	Demand for Wheat Flour	1.00
'92 - 3	LYNN SALINGER	M AIRD	12/1-12/15	BT Decontrol C/B Analysis	1.00
'92 - 3	PHIL ABBOTT	US PURD	10/1-12/30	Reform Impact Modeling	0.75
MOROCCAN SUBCONTRACTORS					
PHASE 1:					
'91 - 2	HASSAN BENABDE	M A-C	10-12/91	Group C: Trade	1.75
'91 - 2	OMAR ALOUI	M A-C	10-12/91	Group B: Marketing	1.75
'91 - 2	AZZOUZ JAKHJOUK	M A-C	10-12/91	Group A: Production	1.50
'91 - 2	SAAD BELGHAZI	M A-C	10-12/91	Group B: Marketing	1.00
PHASE 2:					
'92 - 3	HASSAN BENABDE	M A-C	3-7/92	Admin. and Food Security	1.25
'92 - 3	OMAR ALOUI	M A-C	5-7/92	LP Modeling	1.00
'92 - 3	HASSAN BENABDE	M A-C	9-12/92	Milling Studies	1.50
'92 - 3	OMAR ALOUI	M A-C	9-12/92	Milling Studies/LP	2.50
'92 - 3	AZZOUZ JAKHJOUK	M A-C	9-12/92	Milling Studies/LP	2.00
'92 - 3	LEILA AYOUBI	M A-C	11-12/92	Milling Studies	1.25
'92 - 3	FACULTY	M INSEA	7-12/92	Artisanal Milling Study	7.00
'92 - 3	STUDENTS	M INSEA	7-12/92	Artisanal Milling Study	(34.5)
'92 - 3	LACHEN ACHY	M INSEA	12/92	Design of BD Milling Study	0.25
SUMMARY OF CONSULTING IN PERSON MONTHS (NOT COUNTING INSEA STUDENTS):					
			PHASE 1	PHASE 2	TOTAL
DAI AND US SUBS			9.75	17.25	27.00
MOROCCAN SUBS			6.00	16.75	22.75
TOTALS			15.75	34.00	49.75